

La médiation avec les acteurs religieux en Israël-Palestine

Les pourparlers de paix israélo-palestiniens ont échoué à ce jour, pour de multiples raisons. L'une des difficultés est de répondre aux préoccupations des acteurs religieux. L'engagement des médiateurs locaux avec ces acteurs met en lumière certaines perspectives, avec des enseignements qui pourraient s'appliquer au-delà du contexte israélo-palestinien.

Par Simon J. A. Mason

Le fossé entre religieux et laïcs n'est ni l'unique ni la principale raison du blocage des pourparlers de paix israélo-palestiniens. De multiples raisons expliquent les échecs répétés des pourparlers de paix israélo-palestiniens, notamment l'asymétrie des pouvoirs entre Palestiniens et Israéliens et le fait que les États-Unis favorisent Israël. L'absence d'objectif commun, acceptable par une majorité d'Israéliens et de Palestiniens, est un autre facteur. En outre, il n'y a jamais eu de consensus sur les paramètres minimaux qu'un accord devrait remplir, concernant notamment les droits civils et politiques des personnes qui considèrent le territoire situé entre la Méditerranée et le Jourdain comme leur patrie.

Néanmoins, les défis spécifiques du clivage entre la religion et la laïcité et la manière de s'engager avec des acteurs politiques motivés par la religion doivent être abordés. Les acteurs religieux non libéraux sont plutôt minoritaires dans leurs sociétés respectives. Pourtant, par un jeu d'alliances avec les partis politiques nationalistes laïques, leur influence peut dépasser le cadre de leurs communautés. De nombreux processus de paix, en particulier dans les années 1990, se sont appuyés en premier lieu sur les élites laïques des deux camps. L'assassinat du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin en 1995 par un Juif israélien national-religieux opposé aux accords d'Oslo a renforcé le fossé entre la gauche laïque et la droite religieuse en Israël. Ces divergences ont



Porte du mont du Temple/Haram al-Sharif. Ammar Awad / Reuters

émergé dans le contexte des compromis territoriaux faits par les Israéliens, notamment sur des zones de Cisjordanie pendant le processus d'Oslo dans les années 1990 et sur la bande de Gaza en 2005. Côté palestinien, le clivage entre les acteurs politiques laïques et religieux est également grand. Les tensions entre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), laïque, et le Hamas, qui aspire à une société palestinienne plus islamique, en sont l'illustration. Un Palestinien laïque ayant participé aux accords informels de Genève aurait ainsi

déclaré qu'ils allaient mettre les imams dans les mosquées, verrouiller les portes et jeter la clé. Or, il est inconcevable de réduire au silence les communautés religieuses.

Les médiateurs locaux issus du contexte israélo-palestinien mettent en évidence des façons perspicaces de s'engager avec les acteurs politico-religieux, telles que l'exploration de la flexibilité entre les visions du monde religieuses et la politique, l'élaboration d'une vision partagée et la concentration sur des actions pratiques. De plus, en

Le rôle de la Suisse dans la promotion de la paix en Israël-Palestine

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Suisse soutient les initiatives de promotion de la paix en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Ces initiatives veillent à respecter le droit international et prennent en compte les intérêts légitimes des Israéliens et des Palestiniens. C'est dans ce contexte que la Suisse apporte entre autres son appui à différents médiateurs locaux qui travaillent avec des acteurs politico-religieux et laïques palestiniens ainsi que israéliens, notamment des membres de l'Institut Herbert Kelman pour la transformation interactive des conflits et de l'ONG *Siach Shalom* (Talking Peace).

se focalisant sur les pourparlers de paix, on risque de ne pas voir les initiatives prises au niveau local pour éviter l'escalade des crises. Dans cette analyse, nous tenterons de mieux comprendre les acteurs politiques guidés par des motivations religieuses dans le contexte israélo-palestinien et étudierons les méthodes employées par les médiateurs locaux pour établir le dialogue avec ces premiers afin de résoudre les crises à court terme et d'esquisser des perspectives de paix à plus long terme. Outre l'espoir qu'elles portent, ces expériences sont également riches d'enseignements pour d'autres conflits impliquant des acteurs politiques laïques et à motivation religieuse.

Comprendre «l'autre»

L'un des enseignements tirés de l'action des médiateurs locaux dans le contexte israélo-palestinien est la nécessité pour tous, et en particulier pour les médiateurs, d'essayer de comprendre et de respecter la vision du monde, les récits et les besoins et préoccupations plus concrets de «l'autre», sans porter de jugement. On peut définir la vision du monde comme une «conception commune de la réalité qui oriente la vie sociale et politique» sur les aspects relatifs à la vie et à la mort que l'on considère comme essentiels (voir les lectures complémentaires, page 4). S'agissant des visions du monde, qu'elles soient religieuses – relevant par exemple de la *Halakha* (loi juive) ou de la *Charia* (loi islamique) – ou non (par exemple l'humanisme ou le communisme), aucun acteur n'est neutre. En règle générale, les conflits sont plus faciles à traiter lorsque les parties prenantes ont des visions du monde similaires. Ceux-ci ont alors moins de difficultés à se comprendre et à tracer les contours de ce qui pourrait constituer un résultat légitime du processus de médiation. Les acteurs qui n'ont pas les mêmes visions du monde, en revanche, ont souvent plus de mal à saisir les préoccupations de l'autre et peuvent s'appuyer sur des critères différents pour évaluer la légitimité du résultat. Pourtant, les visions du monde et leurs récits, c'est-à-dire les histoires qui leur donnent du sens, ne jouent pas un rôle dé-

terminant dans la prescription de l'action politique. En outre, prêter attention aux visions du monde et aux récits ne dispense pas d'analyser les préoccupations plus concrètes de tous les acteurs sur les questions économiques, politiques, juridiques et sécuritaires. La démarche vise plutôt à discerner les interactions entre ces deux pans et à explorer la souplesse des articulations entre les visions du monde, les récits et les choix d'actions politiques. Les différents groupes d'acteurs présentent une diversité de visions du monde, de récits et d'objectifs politiques. Il est important d'en saisir les nuances, dont certaines sont résumées ici, bien que superficiellement.

Les acteurs juifs

Selon les chiffres du bureau central des statistiques d'Israël de 2020, le pays compte 74% de Juifs, 21% d'Arabes/Palestiniens et 5% de personnes d'autres provenances, pour une population totale d'environ 9,2 millions d'habitants. Les Juifs israéliens ne constituent pas un groupe homogène. Parmi les acteurs juifs israéliens, les visions du monde de deux communautés, les ultra-orthodoxes (environ 12% de la population) et les nationaux-religieux (environ 12% de la population également), ont une forte influence sur les comportements politiques – qui s'exerce toutefois de façons très différentes.

Les ultra-orthodoxes se tiennent traditionnellement à l'écart de la vie politique nationale et considèrent l'État d'un œil critique. Dans leur vision du monde, ce sont la prière, l'étude de la religion et une vie conforme aux lois de la Torah qui conduisent à la rédemption et à la paix. Leur engagement politique vise principalement à protéger leur mode de vie et leur système éducatif à part, à éviter les mariages mixtes, à préserver leurs normes de genre, à maintenir le bien-être social et à empêcher la laïcisation par le service militaire. Les femmes ultra-orthodoxes ont en moyenne six enfants. La communauté s'accroît donc sur le plan démographique, ce qui pourrait aussi lui donner plus de poids politique. Les ultra-orthodoxes n'ont pas de

position unifiée concernant les Palestiniens. Ils ne se rendent pas au mont du Temple / *Haram al-Sharif*, lieu le plus sacré du judaïsme, estimant que le Temple devra être construit un jour par Dieu, et non par les humains, et qu'il est donc interdit d'y entrer jusque-là. S'ils vivent dans les colonies de Cisjordanie (Judée-Samarie, dans le vocable religieux), c'est généralement plus pour des motifs économiques que religieux, car les logements y sont subventionnés. En effet, les autorités rabbiniques ultra-orthodoxes ont l'habitude de déclarer que les concessions territoriales sont autorisées pour sauver la vie de Juifs. Le caractère sacré de la vie prime donc sur le caractère sacré de la terre. Aux yeux de certains rabbins, il existe donc une légitimité religieuse à céder des territoires si ce geste est véritablement source de paix.

Pour les nationaux-religieux, en revanche, l'idée prédominante est que la rédemption découle de l'action politique des êtres humains (y compris des Juifs laïques, comme lorsqu'ils ont créé l'État d'Israël en 1948), qui s'inscrit dans le projet de Dieu pour l'avenir des Juifs. La religion et la politique sont intimement liées, la lecture religieuse de la Torah conduisant à l'action politique. En ce qui concerne les Palestiniens, les attitudes sont plutôt antagonistes. Certains partisans du rabbin Abraham Isaac Kook (1865–1935) considèrent en effet qu'il est de leur devoir religieux d'œuvrer activement à créer les conditions qui assureraient leur totale rédemption, en colonisant des terres ou en édifiant un État juif, par exemple. Les colons nationaux-religieux de Cisjordanie sont souvent là pour des motifs religieux. La conviction que le mont du Temple / *Haram al-Sharif* est l'endroit où le troisième temple juif sera reconstruit (à l'emplacement actuel du dôme du Rocher) anime de nombreux membres de la communauté des nationaux-religieux. Certains Juifs nationaux-religieux le montrent en priant ostensiblement sur le mont du Temple / *Haram al-Sharif*, ce que les Palestiniens voient comme une provocation. Du fait de leur alliance avec la droite juive laïque, les nationaux-religieux ont une influence politique qui dépasse largement le cadre de leur communauté, notamment sur les questions liées à la politique de colonisation.

Les acteurs palestiniens

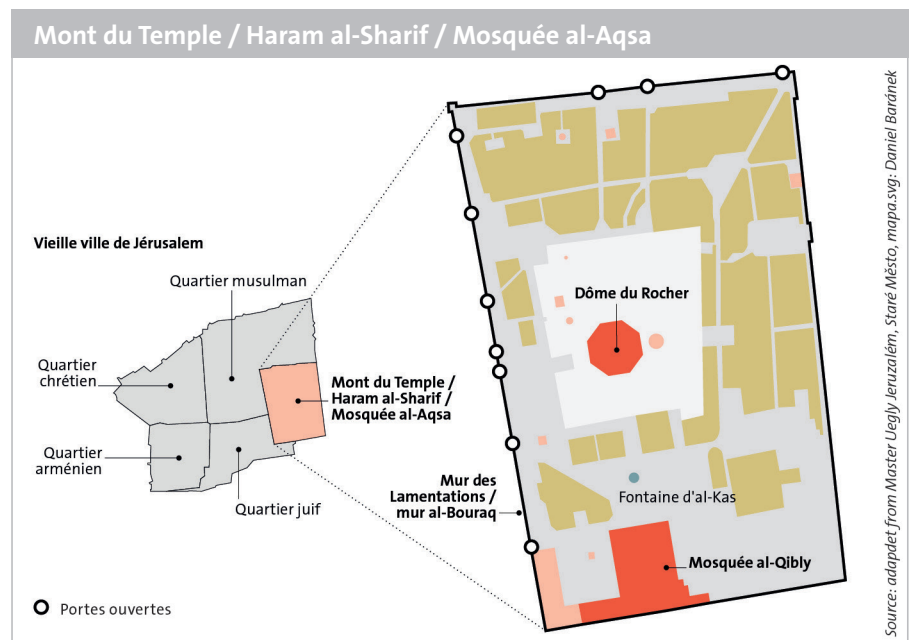
Environ la moitié de la population palestinienne est réfugiée en Jordanie et dans d'autres pays du monde. L'autre moitié vit en Israël même (environ 2 millions de personnes), selon les chiffres du Bureau central

des statistiques d'Israël de 2020, en Cisjordanie (environ 3 millions de personnes) et dans la bande de Gaza (environ 2 millions de personnes), selon les chiffres du Bureau central des statistiques palestinien de 2020. Si une petite élite bénéficie de la situation, la grande majorité des Palestiniens est marginalisée dans tous les domaines de la vie. La liberté de mouvement, l'emploi, l'éducation et les soins de santé font notamment défaut. La plupart des Palestiniens sont unis par la lutte pour les droits civils en Israël, pour la fin de l'occupation israélienne en Cisjordanie, y compris de Jérusalem-Est, du blocus de la bande de Gaza, pour une pleine autodétermination et pour le droit au retour sur leur terre. Les Palestiniens considèrent en outre que l'une de leurs missions nationales est de défendre la mosquée *al-Aqsa*, troisième lieu le plus sacré de l'islam après La Mecque et Médine. Compte tenu de l'importance nationale primordiale de ce site non seulement pour eux, mais aussi de sa place aux yeux des musulmans du monde entier, ils estiment impensable d'y renoncer dans le cadre d'un accord de paix.

Les Palestiniens ne constituent pas un groupe homogène. Ils comprennent des membres de la gauche laïque, des nationalistes laïques (le Fatah), et des partis politiques à référence islamique, comme le Hamas, ainsi que la branche nord et la branche sud en Israël. Les Palestiniens sont en majorité musulmans, mais il y a aussi des chrétiens, des druzes, des juifs et des samaritains. Les Palestiniens laïques – qui peuvent avoir des convictions religieuses, sans que cela ait d'incidence directe sur leurs choix politiques – se fondent pour la plupart sur les droits humains et sur le droit international établi par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, par exemple. Leurs actions politiques sont donc axées sur les droits civils, la solution à deux États et la fin de l'occupation israélienne. Certains partis politiques à référence islamique, en revanche, considèrent la terre de Palestine comme un *waqf*, un bien islamique consacré aux futures générations de musulmans jusqu'au jour du Jugement dernier. Par conséquent, les terres prises par Israël aux Palestiniens ne peuvent légitimement appartenir à Israël.

Explorer la souplesse herméneutique

Même s'il s'agit d'un phénomène minoritaire, certaines lectures du judaïsme et de l'islam voient respectivement le contrôle des terres situées entre la Méditerranée et le Jourdain comme un impératif religieux – indépendamment d'autres facteurs poli-



tiques, économiques ou liés à la sécurité. Les deux religions intègrent pourtant la notion de cohabitation pacifique. Selon le concept juif d'«unité des contraires», par exemple, tous les peuples – qu'ils soient juifs ou arabes – sont des créations du divin. De même, Dieu dit dans le Coran: «Certes, Nous avons honoré les fils d'Adam» (sourate 17:70). Les écritures disent également que juifs et musulmans font partie de la même famille et sont les descendants d'Abraham.

Par conséquent, beaucoup de médiateurs locaux ont exploré la souplesse des articulations entre les visions religieuses du monde et les actions politiques. Une souveraineté politique exclusive et totale n'est donc pas la seule solution aux préoccupations religieuses des acteurs. Pour explorer cette souplesse, il faut créer des environnements permettant une écoute pacifique de la diversité, même si la démarche peut s'avérer douloureuse. Une approche, mise au point par l'ONG *Siach Shalom*, consiste à dépasser les spécificités du conflit pour s'intéresser à la façon dont chaque vision du monde conçoit la paix. L'élaboration d'une vision partagée (ou *visioning* en anglais) est un outil extrêmement efficace pour susciter des débats et des interactions qui auraient automatiquement un impact sur les caractéristiques spécifiques du conflit. Avant de réunir des acteurs dotés de visions du monde différentes, il est souvent nécessaire d'organiser des réunions préparatoires au sein des groupes. L'élaboration d'une vision

partagée à l'intérieur et en tenant compte des différentes communautés est également un moyen de se préparer à la définition éventuelle d'un objectif commun pour les pourparlers de paix israélo-palestiniens.

Les médiateurs locaux évoluent souvent dans des équipes composées de Juifs laïques et de Juifs religieux ainsi que de Palestiniens laïques et de Palestinien religieux. Cela leur permet de mieux comprendre et accompagner des acteurs qui n'ont pas la même vision du monde. Cette caractéristique renforce également leur impartialité, leur légitimité et leur acceptabilité. Les médiateurs locaux doivent établir une relation de confiance avec l'autre partie, tout en veillant à ne pas être perçus dans leur propre camp comme étant corrompus par leurs contacts avec l'autre partie.

Différents «discours de victoire»

L'une des méthodes employées par les médiateurs locaux est d'éviter d'évoquer un accord sur un statut définitif qui mettrait fin au conflit une bonne fois pour toutes en demandant aux parties de déclarer explicitement qu'elles n'ont plus de revendications, comme cela a été négocié lors du sommet de Camp David en 2000 et du processus d'Annapolis en 2007 et en 2008. Cette perspective pourrait susciter une levée de boucliers de la part d'acteurs religieux qui verraient ainsi leur rêve ultime s'écrouler. Une solution serait d'œuvrer à la conclusion d'un accord durable (plutôt que définitif) qui permette une cohabitation pacifique et

Lectures complémentaires

Abbas Aroua, «**Transforming Religious-Political Conflicts: Decoding-Recoding Positions and Goals**», *Politorbis* 52, 2011.

CARIM (CSS ETH Zürich et DFAE), University of Vancouver, Seton Hall University, **Mediating Conflicts between Groups with Different Worldviews: Approaches and Methods**, voir site du CSS.

Ofer Zalberg, «**Beyond Liberal Peacemaking: Lessons from Israeli-Palestinian Diplomatic Peacemaking**», *Review of Middle East Studies*, 53(1), 2019.

réponde aux aspirations fondamentales des deux parties, tout en laissant aux générations futures la possibilité de régler les aspects politico-religieux qui semblent aujourd'hui inconciliables. Un processus conduisant à un tel accord nécessiterait un objectif commun et un consensus sur des paramètres minimaux. Dans la même veine, une autre idée serait d'établir un préambule d'un accord de paix allégé, ce qui permettrait à des acteurs hétérogènes de justifier cet accord de différentes manières, toutes en adéquation avec leurs visions du monde. Outre ces possibilités, Ofer Zalberg, de l'Institut Herbert Kelman, propose de négocier un accord qui pourrait donner lieu à différents «discours de victoire». Cela permettrait aux membres de chaque partie prenante d'ancrer l'accord dans les visions du monde et les récits de leurs communautés respectives (voir lectures complémentaires).

Se concentrer sur l'action pratique

Une autre approche utilisée consiste à se concentrer sur la gestion des contentieux liés à la cohabitation au quotidien. Par exemple, différents médiateurs locaux ont participé en 2017 à la résolution d'une crise relative à l'installation de détecteurs de métaux aux portes du mont du Temple/*Haram al-Sharif*. Il s'agissait d'une mesure de sécurité prise par les autorités d'Israël après l'assassinat de deux policiers israéliens sur le site. Or, cette décision a suscité la mobilisation massive des fidèles palestiniens qui y ont vu la violation d'un interdit islamique concernant le contrôle de la mosquée par des non-musulmans et une modification

du *statu quo* historique du lieu. Ils ont donc refusé d'entrer dans la mosquée et organisé des prières collectives autour de ses portes. Grâce aux efforts de médiation locales et à l'intervention des autorités jordaniennes, les détecteurs de métaux ont été retirés et des mesures de sécurité moins visibles ont été mises en place à plus grande distance du lieu saint. Les médiateurs, y compris les chefs religieux de Mosaica et du Centre Adam, étaient engagés depuis de nombreuses années dans une initiative de paix religieuse et avaient donc une forte confiance préexistante avec la police israélienne. Il a fallu recourir à une nouvelle médiation à un stade ultérieur de la crise: les autorités israéliennes prévoient de fermer temporairement la porte au niveau de laquelle les policiers étaient morts, craignant des célébrations de Palestinien. Selon la vision du monde islamique, toute la mosquée est un lieu saint. Cette mesure partielle a donc été vue comme une violation de l'intégrité du site. Des foules ont commencé à s'amasser à toutes les portes. Le consensus trouvé jusque-là était sur le point de se défaire et la menace d'émeutes grandissait. Un médiateur palestinien a expliqué le problème à un médiateur juif, qui a contacté un haut conseiller du Premier ministre israélien. La porte a été ouverte et les autorités musulmanes ont veillé à ce qu'aucune célébration n'ait lieu à cet endroit. De nombreuses médiations de crise de ce type ont lieu en permanence. Faute de prendre les mesures appropriées, des incidents peuvent éclater. Les initiatives qui respectent les visions du monde et les besoins des parties, entreprises conjointement par les Juifs et les Palestiniens, permettent d'éviter l'escalade et peuvent même constituer le point de départ de changements politiques à plus long terme.

Favoriser un espace de dialogue

Les acteurs internationaux peuvent jouer un rôle en soutenant les médiateurs locaux, lesquels ont la capacité de jeter des ponts entre les parties. Cette démarche exige une certaine réflexion de la part des bailleurs de fonds, qui doivent être prêts à travailler avec des acteurs aux visions du monde très différentes. Il faut établir une relation de confiance avec les médiateurs locaux, ce qui prend du temps. L'encadré à la page 2 mentionne quelques actions de ce type soute-

nues par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) Suisse. Les citoyens des pays donateurs doivent comprendre que promouvoir la paix, ce n'est pas seulement viser un accord définitif. Il peut également s'agir de favoriser des petits pas en direction de la paix. Même si elles n'ont pas d'effets spectaculaires, ces avancées sont nécessaires pour que les populations continuent à cohabiter plus ou moins pacifiquement à court terme. Et leur absence peut compromettre les perspectives de paix à long terme.

Tant que la paix sera associée à la laïcisation, elle sera rejetée par certains acteurs religieux dans le contexte israélo-palestinien. C'est le principe qui sous-tend le travail de *Siach Shalom*. Les acteurs religieux peuvent être ouverts à la paix et soutenir des mesures pratiques destinées à favoriser une cohabitation pacifique, à condition que ces mesures aient un sens par rapport à leurs visions religieuses du monde et au récit qui entoure la situation. Ces efforts doivent également avoir un sens dans les visions du monde et les récits laïques. Enfin, ils doivent prendre en compte les besoins concrets de tous les acteurs sur les questions économiques, politiques, juridiques et de sécurité, sans quoi ils ne seront pas viables. Il apparaît donc nécessaire de créer un espace de dialogue au sein des sociétés israélienne et palestiniennes et entre elles, avec la participation d'acteurs dotés de visions du monde religieuses et non religieuses. Les médiateurs locaux peuvent faciliter l'instauration de relations respectueuses entre les différentes communautés et élaborer des visions de la paix qui ont un sens au regard des différentes conceptions religieuses et laïques de la réalité.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la médiation et promotion de la paix.

Simon J. A. Mason est chef de l'équipe «Mediation Support Team» du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zürich où il travaille au sein du «Culture and Religion in Mediation program» (CARIM), une initiative du CSS et du DFAE.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Fabien Merz
Révision linguistique: Henrik Larsen
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Le Yémen, terrain de jeux des pouvoirs régionaux No 280
Missions PSDC: adresser leur effet limité sur les réformes No 279
Désinformation en ligne: le cas de l'Ukraine No 278
Rivalité entre grandes puissances en Asie du Sud-Est No 277
La Chine et la maîtrise des armements nucléaires No 276
La Turquie et la crise en Méditerranée orientale No 275

© 2021 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000477030